

Marc San

La monnaie interne

Système

Alternatif

National

Remède pour une économie agonisante.

Premier traitement de choc.

2013



Table des matières

I-	Le triste constat économique.....	p.2
II-	Monnaie Interne.....	p.4
III-	Les monnaies internes actuellement en circulation...	p.8
IV-	Monnaies locales historiques.....	p.13
V-	Avantages de la création d'une Monnaie Interne.....	p.16
VI-	Quelques articles et études.....	p.18
VII-	Aspect économique du système M. I.....	p. 30
VIII-	Les différentes étapes de la M. I.....	p.32
IX-	Aspect juridique.....	p.33
X-	Début de la fin du monde spéculatif.....	p.35
XI-	Conclusion.....	p.37

I – Le triste constat économique.

Nos économistes appellent crise économique ce qui n'est en fait que le prolongement prévisible d'une mauvaise gestion de nos pays.

La fin de la deuxième guerre mondiale nécessitait la reconstruction de notre pays. Tout d'abord ce fut la réalisation des grands projets, infrastructures et la production de tout ce qui était de première nécessité, suivis d'autres produits de second ordre, jusqu'à ceux qui étaient superflus.

La reconstruction créait des emplois et les emplois débouchaient sur de la consommation. Tout cela constitua la partie ascendante de la courbe de l'économie qui se prolongeât jusque dans les années 70/80.

A partir de cette période, l'inversion du processus commença et s'accrut jusqu'à notre époque. Ce déclin était-il prévisible ? bien sûr, et cela était visible depuis plus de 30 ans. Mais la cupidité des spéculateurs aveuglait la plupart d'entre eux.

Seule la haute finance voyait clair dans l'avenir de l'économie et présidait à des crises qui allaient encore plus l'enrichir.

Que faisaient nos hommes politiques pendant ce temps ? Ils étaient bien trop occupés à préparer les prochaines élections pour avoir le temps de comprendre les processus économiques et les actions des politico-financiers.

Il ne sert à rien de trop se concentrer sur le passé ainsi que de chercher les responsables. Dans l'état actuel de notre pays, une solution radicale s'impose afin de dévier la trajectoire qui nous mène droit vers le précipice de la faillite et toutes les souffrances qui en découlent.

Tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont utilisé toutes sortes de rafistolages sans trop de résultat. Tout a été tenté sans jamais dévier la dite trajectoire.

La situation s'aggrave de jour en jour sans nous laisser apercevoir une issue. Les exemples de la Grèce, de l'Irlande et de l'Espagne nous laissent entrevoir un avenir similaire pour la France.

Allons-nous attendre que cela nous percute de plein fouet ou prendrons-nous les devants ?

Une solution existe qui pourra nous sortir la tête de l'eau. Mais trouverons-nous, chez nos politiciens, un idéaliste humaniste qui se battra pour ce projet ?

II- Monnaie interne.

WiKi sur les Monnaies Locales

<http://monnaies.locales.free.fr/index.php?title=Accueil>

Une monnaie locale est une monnaie "interne", créée par une association ou une municipalité pour servir dans les échanges locaux de biens et services, sur le modèle des SEL (Systèmes d'Echanges Locaux). Ce sont en général des monnaies non convertibles et "fondantes", c'est-à-dire qu'elles perdent leur valeur avec le temps (tout comme les Tickets restaurants ou les bons de réduction des grandes surfaces ont une validité limitée) et ne peuvent se thésauriser. La monnaie locale la plus simple est le "time-dollar" ou échange de temps mais qui ne peut se généraliser (car ne tenant pas compte des différences de qualification ni du fait que le travail ne se mesure plus par le temps passé).

La monnaie est l'énergie du monde de l'information, sa face quantitative qui est non seulement toujours contestable mais qui ne peut augmenter car toute inflation diminue sa valeur, sorte de taxe sur les dettes, le passé et l'argent qui dort, ce qui est d'ailleurs utile car une inflation raisonnable (plus de 3% et moins de 10%) encourage l'activité contrairement au dogme central de l'Euro. Une grande partie du chômage est "keynésien", c'est-à-dire conséquence d'un manque de liquidités pour financer des emplois, en général à cause de la lutte contre l'inflation et d'un manque de politique keynésienne justement. C'est notamment le cas dans la zone Euro mais on a vu aussi comme la crise monétaire en Argentine avait pu provoquer un chômage de masse immédiat. Les monnaies locales peuvent donc **réduire le chômage** mais peuvent aussi créer de l'inflation, exigeant une gestion politique fine, comme toute monnaie.

Leur rôle est principalement de permettre une relocalisation de l'économie en **favorisant les échanges locaux** sans dresser de nouvelles barrières douanières. En plus de fournir des ressources nouvelles pour valoriser la production locale, les monnaies locales permettent aussi d'échapper à certaines taxes comme la TVA, ce qui fausse la concurrence au profit des prestations locales (la TVA devenant un droit de douane local).

Création d'une monnaie complémentaire

Voici ce qu'en dit Bernard Lietaer, l'auteur du "Futur de la monnaie", un des meilleurs spécialistes des monnaies alternatives (il a participé au Club de Rome ainsi qu'à la conception de l'Euro) :

Si vous deviez convaincre les responsables politiques d'une ville d'accepter une monnaie complémentaire, quelles questions leur poseriez-vous ?

B. L. : « Je leur demanderais quels sont les besoins et les objectifs qui ne sont pas remplis à l'échelle de cette ville. En d'autres termes, que leur manque-t-il ? Je leur demanderais enfin quelles sont les ressources qu'ils estiment sous-employées dans cette même ville : les gens sans travail, les espaces vides et inoccupés, la nourriture non consommée... Il y en a beaucoup plus qu'on ne le pense. La monnaie complémentaire est une manière de construire un pont entre ces besoins sans réponse et ces ressources inexploitées ».

Quelques conseils pratiques pour le lancement d'une monnaie complémentaire

Le plus difficile n'est pas de concevoir une nouvelle variété de monnaie complémentaire ni même d'organiser son mode de fonctionnement, mais de la faire accepter (et utiliser) par la communauté. Les monnaies officielles ont pour elles l'histoire et la force de l'habitude, ainsi que (et ce n'est pas mince...) le privilège du pouvoir légal de payer les dettes, publiques et privées. Ce n'est pas le cas de votre monnaie locale, qui doit donc bâtir sa crédibilité sur autre chose.

Crédibilité : le maître mot faute duquel rien ne peut aboutir.

Pour réussir, trois facteurs clés :

- le choix du moment approprié
- la volonté et les qualités des promoteurs du système
- le mode d'organisation.

1. Choisir le moment approprié

Les anciens Grecs distinguaient deux types de temps : Kairos (le « temps parfait ») et Chronos, le temps ordinaire. La même initiative, entreprise par les mêmes personnes, peut déboucher sur des résultats différents en fonction de la période de mise en œuvre.

Le moment en question peut se présenter a priori sous des dehors positifs ou négatifs. Par exemple, la forte augmentation du taux de chômage en France et au Royaume-Uni, ou les crises monétaires argentine et mexicaine, ont constitué un terrain particulièrement propice au développement de monnaies complémentaires.

Le « bon moment » peut aussi renvoyer à la constitution d'un groupe de personnes qui décident d'agir pour leur communauté. Ce qui nous amène directement au deuxième facteur.

2. S'appuyer localement sur un (des) animateur(s) de qualité

C'est peut-être le facteur le plus important : la personne, ou le groupe, qui impulse l'initiative monétaire doit posséder simultanément la vision, la capacité à entreprendre et le charisme requis.

La vision, pour se rendre compte qu'il est possible d'agir en dehors des sentiers battus ; la capacité à entreprendre, c'est-à-dire la volonté d'intervenir par rapport à une situation, et d'obtenir un résultat ; le charisme, enfin, pour convaincre la communauté d'appartenance d'aller dans le même sens. Si l'une des trois caractéristiques manque (et c'est malheureusement souvent le cas), le projet va à l'échec, ou bien on reste dans le discours, sans effets concrets. L'équipe qui, au contraire, cumule les trois qualités a toutes les chances de donner au projet de monnaie complémentaire la crédibilité dont il a besoin pour réussir.

Rappelez-vous : la valeur de l'argent repose avant tout sur la confiance, donc sur la fiabilité des promoteurs des systèmes complémentaires. De surcroît, cela va également déterminer l'ampleur et la nature du dispositif monétaire mis en place : si le réseau et la renommée de l'équipe s'appliquent à un quartier, il faut travailler à ce niveau ; si, en revanche, ils peuvent mobiliser une région entière, on peut faire fonctionner le système à l'échelon régional.

Pour conclure sur cet aspect, il est un commentaire de Lao-Tseu qui correspond tout à fait bien à la dynamique des mouvements sociaux : « La meilleure gouvernance, c'est quand les gens finissent par affirmer qu'ils ont fait les choses eux-mêmes ».

3. Choisir un mode d'organisation adapté

La dernière étape consiste à sélectionner le bon système, celui qui s'adaptera le mieux à vos attentes... alors qu'il existe déjà toute une série de prototypes variés qu'il va falloir trier.

Le SOL

Le SOL n'est pas une monnaie locale mais une monnaie solidaire, monnaie pour l'économie solidaire (associations), en cours de création.

Il est utile de s'intéresser au [Projet SOL](#), en cours de création, qui a déjà quelques partenaires. Il fonctionne sur une monnaie, le SOL : "Monnaie fondante, qui lorsqu'elle

n'est pas utilisée, est réaffectée collectivement à des projets d'utilité sociale et écologique". Le SOL est utilisable via une carte à puce et, semble-t-il, un compte accessible sur internet. On peut y opérer trois types d'échanges :

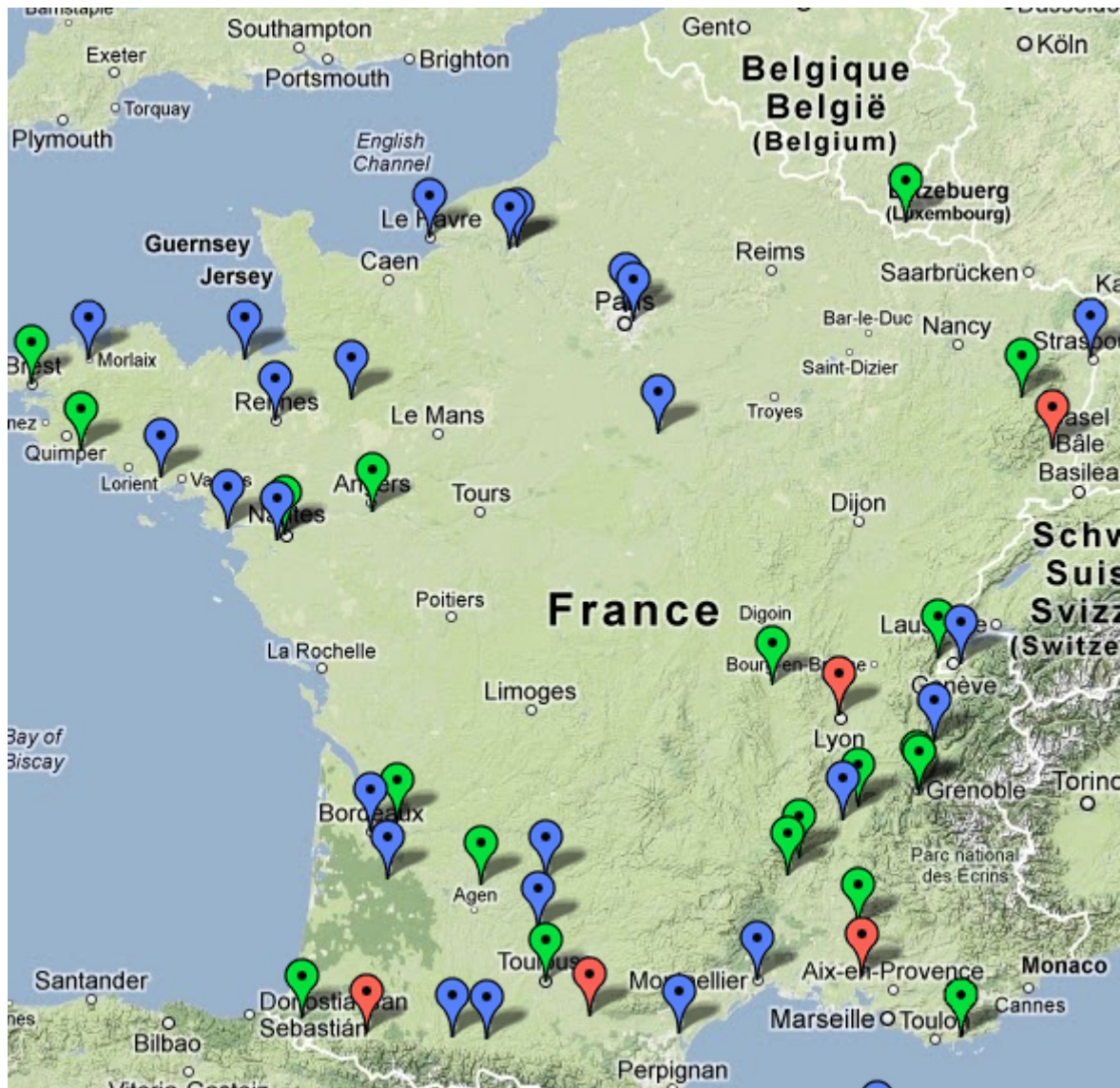
- SOL Coopération : SOL acquis lors d'achats "au sein d'un réseau d'entreprises et organisations qui partagent des valeurs écologiques et sociales". Ces SOLs sont réutilisables dans ce même réseau.
- SOL Engagement : "Moyen d'échange entre personne" (sur le modèle des sels ? à travers Internet ?)
- SOL Affecté : "Outil d'action social émis, sous certaines conditions, par les collectivités territoriales, comité d'entreprise, CCAS,...". Le SOL affecté pourrait permettre à des personnes ayant des revenus sociaux ou bas revenus, de pouvoir bénéficier de services et produits dont le prix serait diminué par des quasi - subventions des collectivités locales, les comités d'entreprises,

Par le *SOL Affecté* on peut faire un rapprochement peut-être encore trop lointain vers l'idée de Coopérative Municipale. Vu les partenaires engagés et l'investissement de certaines régions, cela donne de l'espoir en une économie rattachée à une politique écologique et solidaire. Et utiliser cette dynamique pour faire accepter l'idée des coopératives municipales est certainement bénéfique.

« Je trouve le SOL intéressant surtout comme monnaie locale. Sa fonction pourrait être de fournir une structure et une unité monétaire aux échanges locaux. Le fait de ne pas avoir à créer sa propre monnaie locale pourrait être un avantage décisif à condition de ne pas trop nationaliser sa gestion qui doit rester en grande partie locale ». JZ

III- Les monnaies internes actuellement en circulation.

Les monnaies internes (nommées souvent monnaies locales) sont déjà nombreuses en France et partout dans le monde.



- **En France**, nous avons déjà près de 19 monnaies en circulation et 28 autres en cours de création.

Les monnaies en circulation sont :

- Pézenas (34) **L'OCCITAN**
- Brest (29) **le HEOL.**
- Concarneau-Quimper (29) **La SARDINE.**
- Pays Basque Français (64) **L'EUSKO.**
- Libournais (33) **Le MIEL.**
- Lorraine Belge (Belgique) **L'EPI LORRAIN.**
- Eybens (38) **Le ZEYBU SOLIDAIRE.**
- Roanne (42) **La COMMUNE.**
- Villeneuve sur Lot (47) **Les ABEILLES.**
- Romans – Boug de Péage (26) **La MESURE.**
- Ardèche Méridionale (07) **Les LUCIOLES.**
- Vaucluse (84) **La ROUE.**
- Aubenas-Vals (07) **La BOGUE.**
- Déodatie (88) **Le DEODAT.**
- Agglomération d'Angers (49) **La MUSE.**
- Thoiry (01) **Le TIOK.**
- Toulouse (31) **SOL-VIOLETTE.**
- Nantes (44) **Le CONFLUENT.**
- Grenoble (38) **Le SOL ALPIN.**
- La Londe les Maures (83) **Le CIGALONDE.**

Dans le Monde il y avait, début 2013, près de 4000 monnaies locales répertoriées.

- **En Belgique**
 - L'Éco-Iris15, à Bruxelles
 - Le Res16, depuis 1996
 - L'Épi17, en Lorraine belge
 - Le Ropi, à Mons

Ailleurs dans le monde

- **Afrique du Sud**
 - Community Exchange System18, de South African New Economics Foundation19
 - Ora

- **Sénégal**
 - Réseau Doole

Amérique du Nord

- **Canada**
 - LETS
- **États-Unis**
 - Time dollars
 - Ithaca hours
- **Mexique**
 - El Túmin20

Amérique du Sud

- **Argentine**
 - Argentino
 - Crédito
 - LECOP
 - Patacón (monnaie)
- **Brésil**
 - Curitiba Bonus
 - Sabre

Asie

- Hong Kong
 - COME
- Indonésie
 - Système Yogyakarta
- Japon
 - Fureai Kippu
 - Eco-Money
 - Système WAT

Europe

- **Allemagne**
 - Berliner
 - **Chiemgauer Fondée en 2003 et toujours en cours d'utilisation.**
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Chiemgauer>

- Joytopia
- Tauschring
- **Espagne**
 - Axarco (à Axarquía, Málaga)
- **Italie**
 - Banca del Tempo
 - EcoAspromonte
 - Ecoroma
 - REL (Rete di Economia Locale)
 - SCEC
 - Simec
 - Sistema di Reciprocità Indiretta
- **Lettonie**
 - Pilsetas Nauda
- **Suisse**
 - **WIR fondée en 1934 et toujours en cours d'utilisation.**
http://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_WIR
- **Royaume-Uni**
 - Autour de 400 LETS
 - Autour de 75 banques du temps

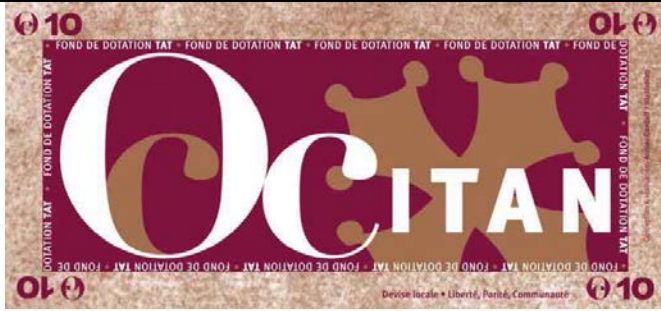
Exemples concrets



France, Var – Cigalonde



France, Maine-et-Loire - La Muse



France, Hérault - Occitan



France, Loire - Commune



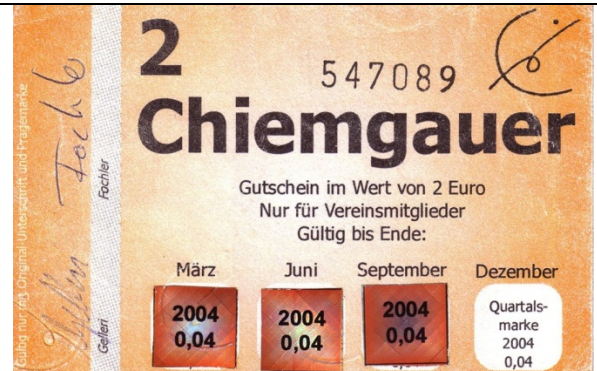
France, Lot-et-Garonne – Abeille



Angleterre, Bristol – Bristol pound



Belgique – Valeureux



Allemagne : Chiemgauer Fondée en 2003



France, Toulouse – SOL Violette



France, pays Basque - Eusko

IV- Monnaies locales historiques.

L'expérience de Wörgl qui fut conduite de Juillet 1932 à Novembre 1933 est un exemple classique de l'efficacité potentielle des monnaies locales. Wörgl est une petite ville d'Autriche de 4 000 habitants qui introduisit un système de bon local durant la Grande Dépression. En 1932, le taux de chômage à Wörgl avait augmenté de 30 %. Le gouvernement local avait accumulé des dettes d'un montant d'1,3 million de schilling autrichiens (ATS) alors que les réserves en liquidité correspondaient à 40 000 ATS. La construction locale et l'entretien municipal étaient au point mort.

A l'initiative du maire de la ville, Michael Unterguggenberger, le gouvernement local imprima 32 000 bons-travail portant un taux d'intérêt négatif de 1 % par mois (monnaie fondante), et pouvant être convertis en schillings pour 98 % de leur valeur faciale. Un montant équivalent en schilling était déposé à la banque locale pour couvrir les bons en cas de rachat en masse et de réclamation des intérêts par le gouvernement. Les bons circulèrent si rapidement, que seuls 12 000 d'entre eux furent en fait mis en circulation. Selon les rapports du maire et d'économistes d'alors qui étudièrent cette expérience, le système de bons fut facilement accepté par des marchands locaux et la population locale. Les bons permirent de réaliser pour 100 000 ATS de projets de travaux publics incluant la construction et la réparation de routes, de ponts, de réservoirs, de systèmes de drainage, d'usines et de bâtiments. Le bon eut également cours légal pour le paiement des taxes locales. Pendant l'année où la monnaie fut en circulation, elle circula 13 fois plus vite que le shilling officiel et servit de catalyseur à l'économie locale. Les lourds arriérés en impôts locaux se réduisirent de façon significative. Les recettes du gouvernement local s'élevèrent de 2 400 ATS en 1931, à 20 400 en 1932. Le chômage fut éliminé, alors qu'il demeura très élevé dans le reste du pays. Aucune hausse des prix ne fut observée. S'appuyant sur le succès significatif de l'expérience de Wörgl, plusieurs autres communautés introduisirent des systèmes de bons similaires.

En dépit des bénéfices tangibles du programme, il se heurta à l'opposition du parti socialiste régional, et à l'opposition de la banque centrale autrichienne, qui y vit une violation de ses pouvoirs sur la monnaie. Il en résulta une suspension du programme, le chômage se développa à nouveau, et l'économie locale dégénéra bientôt au même niveau que les autres communautés du pays.

Histoire

La banque libre est l'environnement économique des monnaies locales. Les monnaies locales les plus connues de l'ère moderne sont les jetons de salaire émis par des entreprises pour payer les travailleurs, et les jetons de certains commerces pour favoriser la loyauté de leurs clients. Au dix-neuvième siècle et au début du vingtième, les défaillances des banques nationales durant les crises ont fréquemment créé une forte demande de liquidités, à laquelle satisfaisaient les monnaies de nécessité créées par les chambres de commerce, des municipalités, des entreprises et des commerçants. Ces monnaies étaient généralement destinées à être rachetées en monnaie nationale à une date ultérieure.

Quelques-unes de ces monnaies, néanmoins, menèrent à la mise en place d'un système monétaire à part entière. L'idée d'utiliser la banque libre pour produire une monnaie de rechange à usage communautaire remonte au moins aux coopératives d'épargne et de crédit allemandes, dans les années 1800. Les plus anciens émetteurs de monnaie locale toujours en usage sont la Banque WIR de Suisse et ce qu'on pourrait désigner comme les banques syndicales du Japon.

Le terme monnaie complémentaire est un hyperonyme de monnaie locale. Mais les deux termes sont souvent utilisés indifféremment. Dans l'usage courant, monnaie locale ne désigne pas une monnaie soutenue au niveau national, mais une monnaie à usage local exclusivement.

Ses défenseurs, comme Jane Jacobs, soutiennent que ce type de monnaie permet à une région économiquement morose, voire déprimée, de se remettre d'aplomb, en donnant aux habitants un moyen de paiement contre des biens et des services localement produits ou assurés. D'une manière générale, il s'agit de la fonction essentielle de toute monnaie. Cependant, les monnaies locales fonctionnent généralement dans des régions géographiques relativement petites et elles encouragent le recyclage en favorisant la réduction des émissions de carbone liées au transport et à la fabrication des biens. En ce sens, elles font partie de la stratégie économique de nombreux groupes écologiques orientés vers des pratiques de vie durable, comme par exemple le parti vert de l'Angleterre et du pays de Galles.

Les monnaies locales voient parfois le jour dans des situations de tourmente économique touchant la monnaie nationale. La crise économique argentine de 2002 en fournit un exemple : les certificats de reconnaissance de dettes, sans prise d'intérêt et en petites coupures, mis en circulation par les administrations locales adoptèrent rapidement, et avec succès, certaines des caractéristiques des monnaies locales.

Les opposants à ce concept affirment qu'une monnaie locale crée une barrière qui nuit aux économies d'échelle et à l'avantage comparatif, et que, dans certains cas, elle sert, tout comme les monnaies nationales traditionnelles, de moyen d'évasion fiscale. Quoi qu'il en soit, l'utilisation des monnaies locales pour doper les économies régionales est fermement défendue par l'institut Instrodi des Pays-Bas.

Maintenant que nous voyons que cela est possible, il nous faut développer les avantages et les répercussions de ce projet sur notre économie.

V- Avantages de la création d'une monnaie interne.

Les avantages sont nombreux autant pour le **gouvernement** que pour la **population**.

1. Pour le **gouvernement**, voici quelques exemples qui ne sont pas limitatifs. Créer une monnaie interne donne au gouvernement la possibilité de payer une partie de ses charges avec celle-ci. Cela lui permettra de faire de grosses économies en Euros. Avec le budget économisé il pourra débiter le remboursement de la dette de notre pays, et amorcer le processus de redressement de notre économie agonisante. Le coût de fabrication de cette nouvelle monnaie n'étant en fait que le prix du papier augmenté du prix de l'impression, il est facilement imaginable les répercussions sur le budget de l'Etat.

Cette monnaie interne pourra aussi être employée pour des actions sociales telles que :

- Le paiement d'un minimum vital pour les plus défavorisés.
- L'augmentation du montant des retraites.
- Le paiement des allocations chômage additionnées d'une prime.
- L'augmentation du montant des allocations familiales.
- Le financement d'associations d'utilité publique.
- Le règlement de la totalité du montant du Revenu de Solidarité Active (RSA).
- Le paiement d'une prime sur les salaires.
- Le financement de projets pour l'environnement.
- Le financement de stages et de l'apprentissage.
- Le paiement d'une partie du salaire des fonctionnaires.

Les possibilités sont infinies et les hommes politique qui se battront pour cet idéal - et le réaliseront - deviendront les bienfaiteurs de la France et leurs noms resteront célèbres pendant des décennies.

2. Pour la **population**, les avantages seront aussi très nombreux :
 - Reprise de l'économie qui se répercutera sur la consommation ayant pour conséquence la création de nombreux emplois.
 - Donc baisse du chômage.
 - La Monnaie Interne, comme son nom l'indique, ne pourra être utilisée qu'en France. Il en résultera une stimulation du chiffre d'affaire des petits commerçants, artisans, paysans, petites et moyennes entreprises françaises
 - Acheter français ne sera pas le mot d'ordre mais découlera automatiquement de ce système tout en créant de nombreux emplois.

- L'augmentation du pouvoir d'achat découlera du versement des primes aux ouvriers et employés, de l'augmentation du RSA, des retraites, des allocations chômage et allocations familiales.
- L'optimisme favorisera le redémarrage de la consommation qui stimulera l'économie interne et augmentera les prélèvements obligatoires de l'Etat.

Lorsque la renverse commencera à s'opérer, il suffira de continuer dans le même sens pour sortir de l'impasse économique dans lequel nous nous trouvons.

3. Pour l'**économie nationale** il en découlera :

Après l'énoncé des deux chapitres précédents, il devient aisé de voir les retombées économiques de la Monnaie Interne, source inépuisables d'applications, qui contribueront au redressement de l'économie française par les points suivants qui en découleront :

- Mise à disposition de liquidités en Euros comme conséquences des économies réalisées sur de nombreux postes du budget national.
- Les liquidités serviront au remboursement progressif de la dette et au financement des importations des énergies (pétrole, gaz, etc.)
- A la stimulation des exportations par la compétitivité des produits français. L'Etat pourra créer des stages en entreprise pour les chômeurs, financés par la Monnaie Interne. Ceux-ci seront d'une aide précieuse pour les entreprises. Ils stimuleront la production ce qui diminuera le cout de fabrication.
- Reprise progressive de l'indépendance vis-à-vis des banques et des groupes financiers internationaux.
- Cette indépendance contribuera à plus de liberté du peuple et entamera un début de processus de renversement de la crise économique dans notre pays. Il est temps de reprendre en main les rênes de notre destin.
- La France, grâce à cette monnaie, échappera à tous les systèmes de cotation économique et la dictature des gros spéculateurs financiers qui en profitent. Avec l'indépendance due à la maîtrise de son économie interne, elle se libèrera progressivement de la tyrannie financière mondiale.
- Le système financier spéculatif perdra, petit à petit, de sa puissance car notre économie en sera de moins en moins dépendante. La valeur du travail reprendra le dessus sur les spéculateurs – parasites de l'économie mondiale.

VI- Quelques articles et études :

**LA
TRIBUNE**

Adeline Raynal | 23/02/2013,

Monnaies locales

Ces monnaies locales qui titillent l'euro sur leur territoire



Copyright Euskal Moneta

Adeline Raynal | 23/02/2013

L'Eusko au Pays Basque, le Sol Violette à Toulouse, la Mesure à Roman... les monnaies locales se multiplient dans le sud de la France depuis quelques années. La plupart du temps, l'objectif est de dynamiser le tissu économique local, mais elles peuvent également être pensées pour promouvoir la culture locale, comme le fait l'eusko pour la langue basque.

Sur le même sujet

Cela vous fera dix euskos s'il vous plaît !" Voilà ce que commencent à prononcer depuis le 31 janvier certains petits commerçants basques, au moment de passer en caisse. L'eusko - prononcé "euchko" - est la nouvelle monnaie locale du Pays Basque. Non, les basques n'ont pas obtenu leur indépendance, il s'agit juste d'une monnaie complémentaire qui circule en parallèle de l'euro. L'objectif d'Euskal Moneta, l'association à l'origine de ce

projet, réside en la relocalisation de l'économie et à une dynamisation des échanges commerciaux locaux. La monnaie se décline en billets de 1, 2, 5, 10 et 20 euskos, et pour éviter les conversions alambiquées, un eusko vaut un euro. Les commerçants peuvent rendre la monnaie en euros.

L'eusko est valable uniquement entre adhérents de l'association et points de vente habilités. "Tous les commerces peuvent faire partie du réseau à l'exception des acteurs de la grande distribution et de l'agriculture industrielle hors-sol. Notre but est de soutenir les petits commerçants et les paysans locaux" explique Dante Edne-Sanjurjo, l'un des membres du comité de pilotage de l'association [Euskal Moneta](#).

"Un super accueil du côté des entreprises"

L'association revendique déjà plus de 800 adhérents (les particuliers consommateurs) et 190 entreprises et artisans qui commercent en euskos. "Nous avons reçu un super accueil du côté des entreprises, nombreuses sont celles qui se portent candidates mais nous n'avons pas encore eu le temps de toutes les visiter pour l'agrément. Nous embauchons d'ailleurs une personne en [Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi](#) (CAE)" confie Dante Edne-Sanjurjo.

Parmi les monnaies dites solidaires, l'eusko revêt une particularité : l'engagement des entreprises à soutenir la langue basque. En effet, chaque société qui prend part au système doit, outre cotiser à l'association à hauteur de 60 à 240 euros par an, s'engager à relever deux défis dans les deux ans à suivre : assurer un accueil écrit ou oral en langue basque, et privilégier la production, la vente ou l'achat de produits locaux. De leur côté, les consommateurs, qui adhèrent pour 5 euros à l'[Euskal Moneta](#), se voient encouragés à échanger des euros en euskos car pour chaque somme convertie, l'équivalent de 3% de celle-ci est reversée par Euskal Moneta à une association locale menant des actions dites "solidaires".

Ancrage dans le réseau local

Parmi les monnaies complémentaires françaises, l'eusko est la dernière à avoir été mise en circulation. Mais de nombreuses autres initiatives de ce type ont germé à travers la France, et au delà, en Europe.

En France, l'une des plus importantes en termes de chiffre d'affaires circulant est le Sol Violette, lancé en mai 2011 à Toulouse par l'association du même nom, avec le soutien de la Mairie. "50.000 Sol Violette circulent actuellement entre 1.000 consommateurs, qui peuvent s'approvisionner chez 120 prestataires" détaille Andrea Caro, la responsable de l'association. Au niveau européen, la plus importante est allemande, il s'agit du Chiemgauer, dont 500.000 unités seraient actuellement en circulation en Bavière, pour environ 3.000 utilisateurs. Cette monnaie suit le même principe de don que l'eusko, et aurait ainsi permis de reverser 50.000 euros en un an. Ce concept de don est autofinancé grâce à la commission (de 5% de la somme convertie) perçue par l'association lorsque les

entreprises échangent leurs euskos en euros. On considère alors que chaque unité mis en circulation redeviendra euro tôt ou tard et le système nécessite donc juste une avance de trésorerie, permise par un fonds de garantie (la société de capital risque pour le développement économique en Pays Basque Herrikoa dans le cas de l'eusko) qui se porte garant du système. A Toulouse, c'est la mairie qui a mis la somme nécessaire à ce fonds de garantie sur un compte.

Défendre des valeurs globales, avec un outil: la monnaie

A Roman, la monnaie locale s'appelle la Mesure. Au départ, ce qui a motivé la cration de cette monnaie est la volonté de dynamiser le tissu économique local et donc de favoriser l'emploi régional. A Salon-de-Provence, un projet de monnaie solidaire, la Nostra, est en cours mais n'a pour l'instant pas vu le jour. "Cela reste parfois difficile de motiver les consommateurs à utiliser ce type de monnaie" confie Olivier Dumas, l'un des anciens porteurs du projet. "L'intérêt n'est pas forcément pécuniaire mais réside plutôt dans la promotion de valeurs différentes, d'éthique, et ces objectifs ne peuvent être atteints qu'à moyen voire long terme" poursuit-il.

Réussir à fédérer

Mais la création d'une monnaie locale ne coule pas de source. L'un des écueils possible lorsqu'on monte un projet de monnaie locale, c'est de "s'adresser uniquement à des personnes déjà sensibilisées aux valeurs défendues par les monnaies locales. La difficulté, c'est de fédérer" résume Olivier Dumas, qui a aujourd'hui passé le flambeau à d'autres personnes pour porter le projet. "Cela prend du temps d'expliquer comment fonctionne cette monnaie et surtout pourquoi on la met en place" confirme Andrea Caro. Elle espère réussir à "responsabiliser l'action collective pour aller vers une économie davantage au service de l'humain".

Le Conseil régional de PACA étudie le concept

Malgré ces obstacles, les initiatives s'avèrent nombreuses: [l'Occitan à Pézenas](#), [l'allumette à Aix-en-Provence](#), [le Nanto à Nantes](#), ou [l'Héol qui circule à Brest](#). Et nombreuses sont les collectivités qui s'intéressent au concept de monnaie complémentaire. "Une quarantaine de collectivités sont déjà venues à Toulouse pour découvrir le fonctionnement du Sol Violette y compris de Madagascar" témoigne Andrea Caro. Le conseil régional de la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) réfléchit au lancement d'une monnaie complémentaire à l'échelle régionale, mais pour l'heure, tous les contours du projet ne semblent pas encore précisément définis.

Ailleurs, les monnaies locales poursuivent leur développement. L'eusko pourrait être décliné en monnaie électronique dans quelques temps, et une nouvelle monnaie solidaire française pourrait voir le jour en 2014, [à Narbonne](#).

Eco-Iris, une monnaie complémentaire pour Bruxelles

Publié le 22 septembre 2011 par alterechos

Cela fait des années que des projets de monnaies alternatives émergent ici et là. Des projets bourrés d'idées et d'idéaux, plein de bonne volonté, mais rien de très structuré jusqu'ici. Une situation qui évolue pourtant radicalement ces derniers temps, notamment sous l'impulsion du Réseau Financement Alternatif (RFA), qui a mis en place une stratégie de groupes locaux développant des projets d'économie alternative. Il a aussi contribué à la réflexion sur une monnaie complémentaire pour la Région bruxelloise : l'Eco-Iris.

Dans son rapport annuel 2010, le Réseau Financement Alternatif expose en effet la mise en place d'une nouvelle stratégie pour donner un coup d'accélérateur à la création de monnaies locales.

“Face aux demandes et questions de plus en plus pressantes sur la finance éthique, les activités économiques locales, etc. nous avons mis en place un réseau citoyen dans le cadre duquel nous soutenons la création de groupes locaux FINANcité qui travaillent sur les thématiques de l'épargne, du crédit ou des monnaies complémentaires”, explique Laurence Roland, du Réseau Financement Alternatif.

FINANcité s'emploie ainsi à aider des groupes qui agissent dans un premier temps sur la formation et l'information et qui peuvent aller jusqu'à la mise sur pied d'une monnaie alternative. Du côté francophone, deux groupes locaux soutenus par RFA, à Mons et à Meix-devant-Virton, sont en phase de mise au point de leur monnaie alternative.

A Bruxelles, une étude de faisabilité a été menée sous l'impulsion du cabinet Huytebroeck (Ecolo) et de l'IBGE, par plusieurs partenaires (le Centre d'études économiques et sociales de l'environnement, Groupe One et le RFA) pour analyser la pertinence de la mise en place d'une monnaie complémentaire. Celle-ci répondrait au nom d'Eco-Iris. Elle serait très ancrée par quartier et conçue en partenariat avec les habitants. L'objectif est que à la fois l'IBGE et les habitants définissent les comportements qui “rapportent” des Eco-Iris d'une part; et les biens et services que permettront d'acheter les EcoIris, d'autre part.

L'étude est donc à ce stade bouclée et elle a préconisé un projet pilote sur trois quartiers de Bruxelles pour tester la formule. Des quartiers ont été identifiés. On attend la décision du politique.

La formule qui serait adoptée pour Bruxelles est notamment inspirée de l'exemple d'un quartier populaire de Gand où les associations ont créé le "toreke". Cette monnaie complémentaire permet aux habitants d'être rémunérés pour le travail en faveur de l'amélioration du quartier : nettoyage de parc, entretien d'un potager collectif... Ils peuvent ensuite échanger ces torekes dans des magasins bio ou commerces de seconde main, par exemple. Soulignons que le projet gantois est soutenu par les autorités.

Dans les mois à venir, on devrait donc voir naître de plus en plus de groupes locaux, qui jettent les bases d'une finance alternative, nettement plus proche des gens. Et peut-être aussi beaucoup d'autres monnaies complémentaires.

A ce sujet, lire notre focus : "L'épi en guise de blé"

Signalons aussi que notre prochain numéro d'Alter Echos revient en détail sur l'expérience gantoise des torekes.

Pour télécharger le rapport annuel du réseau Financement Alternatif :
<http://www.financite.be/financite,fr,57.html>

Arnaud Grégoire

Monnaies complémentaires : quelle vocation ?

Article rédigé pour Terre et Humanisme en Janvier 2011 par Marilynne Mougel

Une monnaie complémentaire est une monnaie qui circule en complément de la monnaie officielle entre un groupe de personnes ayant un objectif commun ; elle joue le rôle de :

- mode de paiement, autre que la monnaie nationale
- lien entre des besoins non satisfaits et des ressources inutilisées

Depuis la crise bancaire et financière de l'automne 2008, de multiples initiatives fleurissent sur des territoires locaux. Encore peu développées en France, elles font l'objet de multiples rencontres citoyennes ou institutionnelles, d'articles de presse ; Mais elles ont aussi une histoire puisque Bernard Lietaer ne dénombre pas moins de 3 000 monnaies complémentaires dans le monde.

On distingue **3 types de monnaies complémentaires** : vocation **économique**, vocation **sociale** et monnaie **mixte**.

1-La monnaie à vocation économique a pour objectif de relocaliser l'économie en organisant un réseau d'entreprises, en relation entre elles et avec une communauté de consommateurs qui se reconnaissent dans les valeurs de cet objectif. Cette monnaie, n'étant utilisable que dans le réseau, permet de dynamiser et renforcer les échanges en faveur de secteurs économiques fondamentaux sur un territoire donné (petits commerces de proximité, producteurs locaux, entreprises de services, circuits courts...).

Les entreprises ont également accès à des prêts supplémentaires à taux zéro ou réduits. Quelques exemples de monnaies à vocation économique :

En France :

- Une dizaine d'initiatives, parmi lesquelles : l'Abeille à Villeneuve sur Lot, La mesure à Romans, la luciole en Ardèche, l'EcHo à Angers... Un réseau nationalles regroupant, est en cours de constitution
 - le « RES » met en relation des entreprises hors grands groupes, avec des consommateurs
 - le « SOL » dans quelques régions, spécifique de l'économie sociale, depuis 2007
- En Europe** : Allemagne, le réseau REGIO (des monnaies régionales dans une trentaine de Länder), Belgique (RES), Angleterre (réseau des villes en transition),

...et un autre réseau en émergence avec les monnaies libres, pouvant être diffusé partout dans le monde.

En Suisse, 20% des PME/PMI (60 000 entreprises) fonctionnent avec une double monnaie: le franc suisse et le WIR, né de la crise de 29, en 1932 (1 franc suisse = 1 WIR) en période de crise financière ou bancaire, les entreprises échangent davantage en WIR . Ces réseaux sont impulsés par des citoyens ou des entreprises, parfois les deux ensemble ou même par des institutions.

La plupart de ces monnaies sont adossées à la monnaie officielle en vigueur : une Abeille, une Mesure, un RES, un SOL...sont achetés avec des Euros.

2. **La monnaie à vocation sociale** répond à des besoins sociaux non satisfaits, qu'il s'agisse de personnes à faibles ressources ou d'associations. Pour d'autres personnes, c'est une manière de participer à des réseaux sociaux de solidarité et de convivialité. (Echanges de services, de savoirs, de biens, valorisation de l'engagement bénévole). Ce type de monnaie n'est pas adossé à la monnaie officielle mais basée sur une unité de compte, généralement le temps.

Elle ne permet pas d'acquérir des biens, produits ou services offerts par le marché, mais d'y accéder par l'échange réciproque.

Exemples : le réseau des SELS en France, les Bourses du Temps en Angleterre ; à Curitiba au Brésil on échange du tri de déchets contre des bons de transport des cahiers d'école, des aliments...

3. **Les monnaies « mixtes »** ont l'avantage de concilier les deux types de monnaies, économique et sociale.

Seules deux expériences significatives existent actuellement : l'Ithaca Hours aux Etats-Unis, et un Talente Tauschkreis (monnaie de talent) en Autriche.

Pour conclure :

- Les **monnaies complémentaires** n'ont pas vocation à se substituer à la monnaie officielle mais à la compléter.
- Elles peuvent constituer une réponse à la diminution des financements publics dans les différents domaines de la vie sociale et économique (culture, éducation, santé, 3^{ème} âge...)

- Elles préludent à un nouveau modèle de société basé sur l'économie et la finance solidaire qui peut se développer en parallèle du modèle existant.

Des monnaies locales contre la crise...

<http://www.tree2share.org/article-664-des-monnaies-locales-contre-la-crise...>

A l'heure où la crise économique gronde, c'est peut-être le moment de créer sa propre monnaie locale...

Désertées les boutiques des centres villes, fauchés les consommateurs. Contre la crise économique et les maux de la globalisation, le web a une solution : créer sa propre monnaie. Non, il ne s'agit pas de jouer les faux-monnayeurs. L'idée est de créer une monnaie locale capable d'offrir des avantages à ses détenteurs et d'encourager le commerce local. Conseils, séminaires, lectures, la société Schumacher regorge d'idées pour ceux qui voudraient tenter l'aventure. Conseil N°1 : s'inspirer des autres. Car de nombreuses expériences existent déjà aux quatre coins du globe.

Près de chez moi

A Ithaca, dans l'Etat de New York, le « hour » circule depuis 1991. L'objectif social de cette monnaie est simple, raconte le site internet : encourager les habitants à acheter local et réduire la facture énergétique liée à l'importation de produits. Le nom de la monnaie – “hour” pour “heure” en français - en dit déjà long sur sa mission : « *Si la monnaie est un vecteur d'échange de produits et services, elle représente aussi le travail de quelqu'un, le temps pris pour exprimer un talent ou rendre un service* », souligne le site. Aussi la valeur d'un hour correspond-elle au tarif horaire du travail lors de la création de la monnaie en 1991, soit 10 dollars.

Mais pour booster le commerce local, les monnaies doivent pousser dans les poches des clients et s'échanger tous azimuts. Pour y parvenir, leurs créateurs ont plus d'un tour dans leur sac. Au Canada, le dollar de Toronto, créé en 1998, joue la carte sociale. A chaque échange de dollars canadiens en dollars de Toronto, 10% de l'argent échangé est versé dans un fonds communautaire local. D'autres choisissent de parier sur la gourmandise des consommateurs avides de bonnes affaires. Dans le Massachussets, les Berk shares offrent 10% de discount à leurs détenteurs dans les commerces acceptant la monnaie. Avec 2 millions de billets en circulation, 350 commerces et cinq banques participantes, celle-ci est la plus importante monnaie locale au monde.

Et ses créateurs ne comptent pas s'arrêter là. Des comptes bancaires en Berkshare, des distributeurs de billets distribuant des Berkshare, des prêts en Berkshare devraient bientôt débarquer sur le marché. Des prêts préférentiels ? Voilà peut-être une autre carte à jouer pour ces monnaies locales. En Suisse, le BonNetzBon (BNB) en circulation à Basel est aussi un instrument de microcrédit. Le réseau coopératif à l'origine de sa création promet

en effet d'offrir des prêts en BNB aux organisations et associations sociales qu'elle jugera éthique.

Ce type d'initiative rencontre **un succès grandissant** dans plusieurs pays européens, en particulier en Allemagne et en Autriche où il existe déjà 28 monnaies locales.

Le "Chiemgauer" de Bavière, est la plus populaire de ces monnaies dont la vocation n'est pas de remplacer l'euro, mais d'encourager le commerce régional tout en finançant des projets associatifs (crèches, orchestres, complexes sportifs).

Les billets de couleur vive, semblables à des bons d'achats d'une valeur de 1 à 50 Chiemgauer (CHM) sont échangés dans 42 points de vente de la région, au taux d'un euro contre un CHM.

Ils permettent uniquement de faire des achats dans les magasins locaux partenaires. Un moyen pour ceux-ci de fidéliser le client. En échange, ils s'engagent à verser 3% du montant de chaque transaction à une association d'utilité publique. Le Chiemgauer, considéré comme monnaie locale la plus efficace, est seule à proposer depuis 2006, un moyen de paiement électronique.

Avec la crise, commerces et entreprises sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à manifester leur souhait d'intégrer le système. Lors du lancement du Chiemgauer, en 2003, 20 entreprises participaient au système. Elles sont aujourd'hui 600 et comptent 180 associations partenaires.

Les promoteurs de ces monnaies locales font valoir leurs atouts. Elles permettent notamment de s'ancrer dans l'économie réelle et évitent que l'argent stagne sur un compte. Elles sont toujours en circulation et doivent être dépensées puisqu'un billet dévalue progressivement et est périmé au bout d'un an.

Cohabitent ainsi une monnaie qui encourage l'économie régionale/locale, et l'euro, bien plus adapté à l'économie globale.

Mais quid de la France ? Là, le projet SOL financé par la Commission européenne est à l'essai dans le Nord Pas de Calais, l'Ile de France, l'Alsace, le Nord-Alpes et la Bretagne. Celui-là fonctionne comme une carte de fidélité. Plus l'on consomme en euros dans un réseau d'entreprises aux valeurs écologiques et sociales, plus on engrange des Sols qui pourront être réinvestis auprès de commerce du réseau. Pour l'instant, la monnaie à points est électronique mais promet de se transformer en jolis billets si l'expérience s'avère concluante.

Rfi : mercredi 01 mai 2013

<http://www.rfi.fr/emission/20130501-boom-monnaies-locales-sol-wir>

Le boom des monnaies locales

Il existe des monnaies qui n'ont pas cours sur les marchés financiers. Il s'agit des monnaies locales. Près de 5 000 monnaies locales circulent dans le monde entier. L'Europe et notamment la France n'échappent pas à ce phénomène. A tel point que doivent se tenir, prochainement, les premières Assises nationales sur les monnaies locales, à Villeneuve-sur-Lot, dans le Sud-Ouest de la France.

C'est en 1934, au plus fort de la crise économique, que l'on a vu apparaître en Suisse la première monnaie locale : le wir. Devant la pénurie d'argent liquide, plusieurs patrons zurichois ont mis en place un système parallèle pour développer les échanges commerciaux. Aujourd'hui, le wir est utilisé par 60 000 petites et moyennes entreprises helvétiques.

Au sommet de ce système, il y a la banque coopérative WIR de Bâle. Un peu à la manière d'une banque centrale, cet établissement émet et gère la monnaie wir. Tout cela, bien évidemment, sous le contrôle de la Banque nationale suisse. Ailleurs, dans le monde, des initiatives ont également été lancées. En Allemagne, au Canada, ou bien encore aux Etats-Unis. En France, il a fallu attendre le début des années 2010 pour voir en circulation les premières monnaies locales. Aujourd'hui, on en compte près de 80 sur tout le territoire.

Le sol a la même valeur que l'euro

Il y a, par exemple, le sol violette à Toulouse, la mesure à Roman, dans la Drôme, ou bien encore l'eusko au Pays Basque. Sans compter toutes celles qui sont sur le point de voir le jour. Le galleco va bientôt être distribué aux habitants de Fougères, de Redon et de Rennes, dans la région de l'Ille-et-Vilaine. Le département de l'Aude aura également bientôt la sienne.

C'est quoi au juste une monnaie locale ? Prenons justement l'exemple du sol violette à Toulouse, qui est l'une des plus importantes monnaies locales françaises. Le sol a la même valeur que l'euro. Les Toulousains peuvent s'en procurer auprès du Crédit municipal ou du Crédit coopératif. Plus de 60 000 sols sont aujourd'hui en circulation.

On considère que chaque unité mise en circulation redeviendra, un jour ou l'autre, un euro. Le système nécessite donc une avance de trésorerie, d'où l'obligation de mettre en place

un fonds de garantie. A Toulouse, c'est la mairie qui a mis la somme nécessaire à ce fonds de garantie sur un compte. Aujourd'hui, près de 120 commerces et entreprises adhèrent au dispositif, et plus 1 200 Toulousains utilisent le sol pour leurs achats.

Acheter local

L'objectif à terme est d'encourager les habitants à acheter local. C'est pourquoi, pour vendre leurs services et leurs produits en monnaie locale, les entreprises doivent respecter un certain nombre de critères. Comme être éthiques et privilégier les fournisseurs de proximité. Les produits importés sont acceptés uniquement s'ils proviennent du commerce équitable.

Mais cela reste marginal, car il reste difficile de motiver les consommateurs à utiliser ce type de monnaie. Si en Suisse, le wir représente aujourd'hui un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs suisses, en France, où le phénomène est plus récent, le sol génère seulement un volume d'affaires d'environ 240 000 euros. Un chiffre qui est appelé à augmenter. Car à partir de mai prochain, le sol va devenir numérique. Les utilisateurs pourront payer par téléphone mobile ou par internet.

VII- Aspect économique du système M. I.

Depuis le début de la « crise », plusieurs décennies se sont écoulées durant lesquelles l'équation suivante progressa :

Moins de pouvoir d'achat = moins de consommation.

Moins de consommation = moins de production.

Moins de production = plus de perte d'emplois.

Moins d'emplois = moins de pouvoir d'achat.

Moins de pouvoir d'achat = moins de consommation.

Etc. Etc. Etc.

La descente aux enfers de notre économie s'accélère, mois après mois, sans laisser apparaître le début d'une solution de secours.

Les tentatives de résoudre cette crise ont été les suivantes :

Plus de taxes et plus d'économies sur le budget de l'Etat.

Ces mesures aboutissent a :

Moins de pouvoir d'achat = moins de consommation.

Moins de consommation = moins de production.

Moins de production = plus de perte d'emplois.

Moins d'emplois = moins de pouvoir d'achat.

Moins de pouvoir d'achat = moins de consommation.

Aucune mesure n'a de chance d'aboutir sans inversion du processus.

Il faut donc démarrer par : **Plus de pouvoir d'achat.**

Plus de pouvoir d'achat = plus de consommation.

Plus de consommation = plus de production.

Plus de production = plus d'emplois.

Plus d'emplois = plus de pouvoir d'achat.

Plus de pouvoir d'achat = plus de consommation.

Appliquer des solutions sans tenir compte de ce principe n'est que du rafistolage. Celui-ci désirant ralentir la descente ne fait que l'accentuer.

Simple, trop simple, simpliste.

La Monnaie Interne est l'énergie qui agit au premier stade de: « **Plus de pouvoir d'achat** ». Elle est le point de départ de l'inversion du processus de dégradation.

Bien sûr elle n'aura pas pour effet l'équivalent d'un coup de baguette magique, mais sera plutôt l'énergie sur laquelle s'appuyer pour amorcer le début de la remontée.

Les retombées ne seront pas instantanées mais le changement sera amorcé. Et mois après mois, année après année, la progression sera continue jusqu'à ce que le but soit atteint. Cela prendra certainement une bonne décennie.

Seule une idée anticonformiste, une énergie nouvelle peut modifier la trajectoire, ou plutôt provoquer la sortie du cycle infernal dans lequel nous sommes enfermés.

Vouloir tout changer sans rien modifier d'important est une illusion. Il faut être capable de voir au-delà d'un quinquennat pour pouvoir aborder les changements tant désirés par les français.

Les hommes politiques sont toujours plus préoccupés par leurs carrières que par la France et les français. Nous avons maintenant besoin d'idéalistes et d'humanistes.

VIII- Les différentes étapes de la M. I.

Plusieurs étapes sont nécessaires afin d'arriver à une Monnaie Interne Nationale. En France, les forces de stagnation sont trop puissantes. Il est donc obligatoire, pour faire adopter et appliquer un tel projet, de procéder à plusieurs stades d'avancement afin que les partis politiques n'y mettent pas d'oppositions majeures.

Un processus trop rapide de ce type de redressement économique, issu du peuple, ne serait pas le bienvenu auprès des instances politiques, de droite comme de gauche, ainsi que par leur patronne, la Finance Internationale.

Donc, pour pallier aux puissantes forces de contradiction et de stagnation françaises qui empêchent toujours la concrétisation d'idées nouvelles, positives et constructives, il serait prudent de progresser par petits paliers.

1. Création d'une monnaie locale au niveau d'une ou de plusieurs villes, sans aucune structure apparente les reliant.
2. Considérer ces villes comme « villes pilotes » et travailler à assainir leur gestion, à développer les échanges commerciaux locaux, à créer des emplois. Les résultats devraient être considérables dès la première année et très importants dès la deuxième.
3. Présenter le bilan d'une telle gestion et inclure cette action de redressement économique dans le programme d'un parti politique pour les élections présidentielles.
4. Ce programme pourra alors être appliqué à certains départements et non plus aux villes seulement.
5. Après avoir fait ses preuves, le système sera alors mis en place sur le plan national. Nous verrons alors naître le Système Alternatif National disposant de sa propre monnaie et de son indépendance.

IX- Aspect juridique.

Cas de monnaies complémentaires ou locales.

En général, les promoteurs se sont mis en rapport avec les autorités monétaires de leur pays pour avoir confirmation de la légalité de leur action. Tel fut le cas pour Ithaca, pour le RES, pour le Chiemgauer qui ont contacté la banque centrale. En France, lors la mise en place du Sol Violette, les acteurs ont rencontré le Trésorier Payeur Général et le directeur de la Banque de France. Voici la réponse qui leur a été faite :

Les MCL sont légales à condition qu'elles circulent à l'intérieur d'un réseau identifié et limité. Il est aussi fortement recommandé d'apposer sur les billets une mention du type « coupon d'Échange », « bon d'échange » ou quelque chose du genre...

Le code monétaire et financier prévoit en effet en son article L521.3 que « par exception à l'interdiction de l'article L. 521-2, une entreprise peut fournir des services de paiement fondés sur des moyens de paiement qui ne sont acceptés, pour l'acquisition de biens ou de services, que dans les locaux de cette entreprise ou, dans le cadre d'un accord commercial avec elle, dans un réseau limité de personnes acceptant ces moyens de paiement ou pour un éventail limité de biens ou de services. »

Par ailleurs, l'article L314.1 relatif aux moyens de paiement, prévoit entre autre que peut être utilisé un support papier à condition que les réseaux et les organismes concernés ne soient pas des banques ou organismes de crédit.

Si ces articles sont respectés le directeur de la Banque de France souligne qu'il est alors inutile de demander une autorisation officielle. Ce point est intéressant car avec l'accord de la Banque de France, les Trésoriers payeurs Généraux devraient donc accepter de recevoir des unités de monnaies locales pour les transports en commun, piscine, théâtre etc... Cela devrait inciter les municipalités à entrer dans le jeu.

Selon l'endroit où l'on se trouve, il n'est pas inutile de savoir comment l'expérience peut s'intégrer au paysage sans risquer d'être abandonnée pour cause d'illégalité, à moins bien sûr d'en faire une action délibérée de désobéissance civile. Dans tous les cas mieux vaut savoir où on pose les pieds et prendre en considération que ce que l'on décide de faire peut avoir des conséquences sur l'ensemble du mouvement.

D'un autre point de vue juridique, si la monnaie locale est complémentaire, cela veut dire qu'elle ne rentre pas en concurrence directe avec la monnaie étatique, elle est légale en France. **Au niveau de l'Europe, il n'y a pas de problème car le traité de Lisbonne parle de l'Euro comme monnaie officielle de l'Europe, mais il n'interdit pas d'autres monnaies d'exister : "L'Union établit une union économique et monétaire dont la monnaie est l'euro (l'unicité de l'Euro comme monnaie d'échange n'est pas précisé).** Évidemment, l'état pourra toujours attaquer une monnaie locale, mais si elle est utilisée correctement, l'état ne peut rien à part constater que c'est une bonne chose pour l'économie locale.

Quel cadre légal doivent-elles respecter ?

Le cadre légal qui s'applique à une monnaie locale est le Code monétaire et financier. La légalité du dispositif tient du fait qu' **"on ne crée pas de monnaie, on ne fait que substituer des euros au système de façon momentanée"** indique Dante Edne-Sanjurjo, responsable de la monnaie basque. Il ne peut donc y avoir d'effet sur le cours de la monnaie nationale de référence.

Compte tenu de ces données, il est aisé de trouver la forme juridique et les différentes étapes pour arriver à une Monnaie Interne Nationale.

X- Début de la fin du monde spéculatif.

A force de nous dire que nous n'avions pas le choix, nous l'avons cru. En passant d'un gouvernement de gauche a un gouvernement de droite puis d'un gouvernement de droite a un gouvernement de gauche, nous nous sommes aperçus que rien ne changeait : le peuple continue de s'appauvrir, les banques et multinationales de s'enrichir.

Ils ont tous participé a la braderie de notre pays.

A qui la faute ?

Au peuple, bien sûr.

Pourquoi ? Comment ?

Car il a donné carte blanche à nos hommes politiques, se débarrassant de sa propre responsabilité. Bien sûr il a été abusé par cette notion de crise qui dure depuis 40 ans et qui ne sert qu'à le maintenir dans la peur et l'esclavage mental. Mais aujourd'hui est un nouveau départ.

2012 n'était pas la fin du monde mais le début d'un nouveau monde. Un monde qui fonctionnera sur d'autres valeurs. Tout doit être repensé. Mais le changement ne s'opèrera qu'en tenant compte des lois de la nature.

Il ne faut pas lutter contre l'ancien monde, gouverné par la finance internationale et les spéculateurs, mais en construire un nouveau, sur de nouvelles bases. Au fur et à mesure que le nouveau monde prendra de la force, l'ancien perdra de son pouvoir.

La première étape est liée à l'argent :

1. L'argent n'a de valeur que celle qu'on lui donne.
2. Cette valeur est liée à sa rareté.
3. Le gros des liquidités sont conservées par les banques et groupes financiers.
4. Pas assez de ces liquidités sont détenues par le peuple ce qui entraine une récession économique.
5. Créer une masse d'argent complémentaire aurait pour conséquences le redémarrage de l'économie et de la consommation.
6. L'Europe refuse d'imprimer de l'Euro pendant que les USA impriment du Dollar à volonté et, de ce fait, domine l'économie mondiale.

7. La seule issue pour **Le Peuple De France** est de créer une Monnaie Interne Complémentaire. Il pourra ainsi sortir de l'esclavage financier dans lequel il est captif depuis plusieurs décennies.
8. Dans le passé, les esclaves rêvent de liberté et de briser leurs chaînes. Dans l'esclavage financier contemporain, l'homme n'est pas conscient de ses chaînes et donc ne cherche pas à les briser. Il pense être libre alors qu'il est captif.
9. Imprimer une monnaie interne et complémentaire en quantité importante fera redémarrer la consommation et aura pour autre conséquence la prise d'une indépendance progressive vis-à-vis des institutions ayant le monopole de la finance.
10. Les français : particuliers, salariés, artisans, commerçants, producteurs et chefs d'entreprises devront participer pleinement à l'utilisation de cette monnaie pour leur propre bien. La réussite de cette mutation économique ne sera efficace qu'avec la participation de chacun d'eux.
11. C'est par ce moyen que le **Peuple De France** reprendra le contrôle de son propre pays.
12. « **Tous unis dans un même combat** » seront les mots d'ordre. Quelques soient les idées politiques de chaque français, ils devront tous s'unir pour reconstruire ensemble ce nouveau monde. Celui-ci aura pour bases le travail, la production et le commerce et non plus la spéculation. Cette dernière devra être pénalisée très lourdement.

X- Conclusion

Nous arrivons à une époque charnière où se présente une opportunité qui peut inverser le processus d'asservissement des peuples par la dictature politico-financière. Les changements n'interviendront qu'avec l'accord et l'action des Français. La liberté ne se donne pas, elle se prend par la force des bras, de la volonté et de la pensée.

Nous devons nous libérer des notions politiques de Droite et de Gauche pour ne prendre en considération que les idées elles-mêmes et leur mise en pratique. La couleur politique de ceux qui présentent des idées valables pour sortir notre pays de l'impasse, n'a aucune importance. Il faut nous éloigner de cette idée de Droite et de Gauche qui n'est là que pour diviser le peuple.

Les priorités sont la France et les Français. Ouvrez les portes de votre esprit et de votre cœur avec une totale indépendance de pensée afin de reconnaître ceux qui apporteront cette solution (sans a priori de son étiquette politique). Participez, ensuite, à ce travail collectif.

Ayez le courage de prendre les rênes de votre vie en expérimentant une nouvelle philosophie de la vie, la récompense sera à la hauteur de toutes les espérances.

Vous devez diffuser ce document à tous vos contacts afin que les Français se préparent et participent à cette métamorphose économique.

Marc San

Contactez l'auteur :

info@marcsan.org

www.marcsan.org

Juin 2013

Références et liens sur Internet

- Ce travail de recherche est partiellement ou en totalité issu de l'article de Wikipédia en anglais intitulé « [Local currency](#) » ([voir la liste des auteurs](#))
 1. ↑ [Wörgl Experiment with Depreciating Money](#) [archive], Reinventing Money.com
 2. ↑ [There Are Alternatives Project](#) [archive], Mckeever Institute of Economic policy Analysis
 3. ↑ [Wörgl ou l'« argent fondant »](#), un document [Wikisource](#) reprenant un article du journal [L'Illustration](#) (1933)
 4. ↑ Lietaer, Bernard, **The Future of Money**, Century, 2002.
 5. ↑ [Wiki sur les monnaies locales](#) [archive]
 6. ↑ [The Lewes Pound](#) [archive]
 7. ↑ <http://www.monnaiesendebat.org/spip.php?article35> [archive]
 8. ↑ <http://monnaie-locale-complementaire.net/france/> [archive]
 9. ↑ [le site du Sol Violette](#) [archive]
 10. ↑ <http://www.heol.infini.fr/> [archive]
 11. ↑ <http://www.deodatie.transitionfrance.fr/?p=182> [archive]
 12. ↑ <http://www.laroue.org/> [archive]
 13. ↑ <http://www.euskalmoneta.org/> [archive]
 14. ↑ <http://monnaie-locale-complementaire.net/miel/> [archive]
 15. ↑ [Eco-Iris, une monnaie complémentaire pour Bruxelles](#) [archive]
 16. ↑ [L'Euro-Res, la monnaie alternative belge](#) [archive]
 17. ↑ [L'épi, une monnaie locale](#) [archive]
 18. ↑ [Community Exchange System](#) [archive]
 19. ↑ [South African New Economics Foundation](#) [archive]
 20. ↑ <http://desinformememos.org/2012/02/el-tumin-una-monedas-alternativa-tele-sur-enero-2012/> [archive]

Voir aussi

Articles connexes

- [Margrit Kennedy](#)
- [Bernard Lietaer](#)

Liens externes

- [Base de donnée mondiale des systèmes de monnaie complémentaire](#)
- (en) [Cyclos Project - Open Source complementary currency software](#)
- [Les travaux sur les monnaies locales des acteurs de l'économie sociale et solidaire du Pays de Brest](#) (Finistère, France)